

2 6 MAI 2023

Arrêté mis en ligne le 26 mai 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Egalité - Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/VD

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 25 mai 2023

ST/A-2023-414

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par HYDROLOG sise 25 Avenue Maurice Lévy, 33700 Mérignac pour réaliser des essais de mise en pression sur le réseaux d'assainissement quai du Général d'Amade.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE:

<u>ARTICLE 1º</u> - A compter du 5 juin 2023 et jusqu'au 9 juin 2023, le stationnement sera interdit Quai du Général d'Amade, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

<u>ARTICLE 2°</u> - A compter du 5 juin 2023 et jusqu'au 9 juin 2023, suppression d'une voie de circulation Quai du Général d'Amade, au droit du chantier.

ARTICLE 3°- La vitesse des véhicules sera limitée à 30 Km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4°- La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5°- Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le vingt-cinq mai deux mille vingt-trois.

Four le Maire par délégation Le conseiller délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde

Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul Date de signature : 25/05/2023

Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne